

Les racines idéologiques du vote des classes populaires

Réponse à Frédéric Sawicki

22 NOVEMBRE 2021

Auteur

GÉRARD GRUNBERG

Directeur de recherche
émérite au CNRS, ancien
directeur scientifique de
Sciences Po et directeur du
site [Telos](#)

La capacité des partis de Gauche à s'adresser aux milieux populaires et à attirer leur vote est mise en question depuis plusieurs élections. Terra Nova contribue à éclairer ce débat par une série de productions :

- Thierry Pech, "[Chacun cherche son peuple](#)"
- Silja Häusermann, Herbert Kitschelt et Tarik Abou Chadi, "[Le mythe du transfert des voix de gauche vers l'extrême droite](#)"
- Frédéric Sawicki, "[Classes populaires et partis de gauche : généalogie d'un désalignement](#)"

Frédéric Sawicki a publié sur Terra Nova (*la grande conversation 2022*) une contribution dans laquelle il se pose la question suivante : «comment expliquer la montée de l'extrême-droite au sein des classes populaires ?».

Le problème est que dans ce texte il ne répond pas à cette question. L'essentiel de l'article est consacré à l'examen d'une question sous-jacente : est-il bien vrai, comme l'a analysé Pascal Perrineau, qu'il s'est produit en France un « basculement massif d'électeurs populaires de gauche vers l'extrême-droite ». On sent bien que Sawicki est embarrassé par l'évidence de ce phénomène et qu'il convoque les multiples études de politologues qui ont tenté de montrer que ce « basculement » n'était pas évident. Les arguments présentés sont de différentes sortes. Les classes populaires se seraient largement retirées de la politique ; elles n'ont pas toujours voté à gauche et une frange d'entre elles a toujours été attirée par le nationalisme ; le succès de l'extrême-droite serait plutôt dû à une radicalisation des classes populaires de droite et des petites classes moyennes indépendantes ; de manière générale, l'origine sociale, la socialisation religieuse, la taille et le mode de gestion de l'entreprise, le statut professionnel, le sexe constituent autant de facteurs de division et de différenciation des attitudes politiques au sein des classes populaires.

La plupart de ces arguments sont recevables. « Cette diversité des attitudes politiques, écrit-il, explique que l'hypothèse d'une « droitisation » généralisée selon laquelle les membres des classes populaires seraient globalement devenus plus individualistes et moins solidaires ou plus encore celle d'une « extrême-droitisation » selon laquelle ils seraient globalement devenus plus autoritaires et plus xénophobes, est loin de faire l'unanimité ». « Les politologues français ne s'accordent pas, ajoute-t-il, sur le diagnostic d'un basculement massif d'électeurs populaires de gauche vers l'extrême-droite ». Du coup, sur la question de savoir si ce basculement a eu lieu ou non, l'auteur ne tranche pas clairement. Et, ne tranchant pas, il ne peut répondre à la question qu'il pose lui-même dans le titre de son article : « comment expliquer la montée de l'extrême-droite au sein des classes populaires ? » puisque cette « montée » même n'est pas posée comme point de départ de la réflexion. Au lieu de cela, il reprend l'argument traditionnel de la trahison des partis de gauche. Il pointe leur responsabilité politique dans la fuite de l'électorat populaire et celle, intellectuelle, des think tank de gauche, Terra Nova et la Fondation Jean Jaurès. Affirmant qu'il est possible « d'établir précisément la responsabilité des partis de gauche », il estime que « l'abandon par les partis issus du mouvement ouvrier des signifiants qui visaient à symboliser l'existence d'intérêts matériels et politiques communs aux groupes et individus les moins dotés en capital économique et culturel a laissé le champ libre à la droite ou, selon le degré d'ouverture du champ politique, à l'extrême-droite. » Mais, puisqu'il rappelle à juste titre que les classes populaires n'ont pas toujours voté à gauche, à quand remonte alors la trahison des partis de gauche ? La seule certitude, conclut-il, est que « la repolitisation à gauche des membres des classes populaires ne peut pas se concevoir sans une repolitisation des inégalités économiques et sociales ». Au lieu de répondre à sa propre question (pourquoi une part croissante des membres des classes populaires vote-t-elle en faveur de l'extrême-droite ?) il en pose une autre : pourquoi ne votent-elles plus à gauche ? Ce qui n'est pas exactement la même chose.

Pour comprendre le phénomène du vote pour l'extrême-droite des classes populaires, il faudrait prendre au sérieux la question des idéologies et partir d'elles. Contrairement à la vision selon laquelle chaque classe secrète sa propre idéologie, il faut au contraire partir de l'idée que ce sont les idéologies qui s'emparent des classes – ou plutôt d'une partie plus ou moins grande des classes – et non l'inverse. Les grandes enquêtes que le CEVIPOF mène depuis les années 1960, et qu'étrangement Sawicki ne cite pas parmi les nombreuses études auquel son texte fait référence, fournissent un matériau précieux pour analyser ce phénomène.

Il convient d'abord de s'entendre sur l'utilisation du terme basculement. Il s'agit ici du basculement du vote qui ne suppose pas nécessairement une modification fondamentale des systèmes d'attitudes. Par exemple, passer du vote communiste au vote pour le Front national n'implique pas une modification radicale des attitudes à l'égard des immigrés. L'enquête du CEVIPOF sur l'ouvrier français en 1970 a montré ainsi que les ouvriers étaient tout autant xénophobes il y a un demi-siècle qu'aujourd'hui^[1] (Tableau 1).

[1] Gérard Adam, Frederic Bon et alii, *L'ouvrier français en 1970*, Armand Colin, FNSP, 1970

Tableau 1

Réponse « les Nord-Africains sont trop nombreux en France » selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1969 (en %).

Vote	% trop nombreux
Krivine (Extrême gauche)	80
Rocard (Parti Socialiste Unifié)	74
Duclos (Communiste)	70
Defferre (Parti Socialiste)	67
Poher (Centre)	81
Pompidou (Gaulliste)	69
Ensemble	71

Le tableau 1 montre que la réponse « trop nombreux » était à l'époque massive et sans relation avec le vote émis. Ce ne sont donc pas les attitudes à l'égard des immigrés qui ont changé au sein des couches populaires mais leur vote. Il y a un demi-siècle, les partis de gauche, et en particulier le parti communiste, avaient réussi à imposer dans une large partie des couches populaires – on disait alors la classe ouvrière – l'idée que l'adversaire principal était le capital et non les immigrés. Il n'existait pas d'offre d'extrême-droite. Les partis marxistes n'ont pas pu conserver cette domination idéologique pour de multiples raisons que nous ne développerons pas ici. L'affaiblissement des partis et des idéologies de gauche et l'apparition d'une offre d'extrême-droite ont favorisé chez les classes populaires à partir des années 1980 l'idéologisation et la politisation de leurs attitudes xénophobes qui a produit la montée progressive de leur vote en faveur de l'extrême-droite.

A l'occasion de l'élection présidentielle de 1995, nous avons réalisé une enquête lourde au CEVIPOF à partir de laquelle Etienne Schweisguth et moi avons conclu qu'un clivage idéologique croissant divisait l'électorat sur ce que nous avons appelé les valeurs universalistes. Ce nouveau clivage provoquait une tripartition de l'électorat, gauche, droite et extrême-droite. Tandis que la gauche s'opposait idéologiquement à la droite sur le libéralisme économique et sur la question religieuse, elle s'opposait à l'extrême-droite sur les valeurs universalistes[2]. De son côté, la droite s'opposait également à l'extrême-droite sur ces valeurs. Nous avons construit une échelle d'attitude de valeurs anti-universalistes qui comprenait les questions, encore utilisées aujourd'hui, concernant les attitudes à l'égard des immigrés, de la peine de mort, de l'identité nationale, de la solidarité, le sentiment de n'être plus chez soi en France (tableau 2).

[2] In Daniel Boy et Nonna Mayer, *L'électeur à ses raisons*, SciencesPo les presses, 1997

Tableau 2
Notes élevées d'anti-universalisme selon la profession.
(Enquête 1995, *L'électeur a ses raisons*, 1997 - en %)

Profession	Notes élevées d'anti-universalisme
Ouvrier	49
Personnel de service	47
Commerçant-artisan	44
Agriculteur	39
Employé	35
Profession intermédiaire	25
Cadre supérieur/profession libérale	15
Étudiant	15
Enseignant	9
Ensemble	34

Le tableau 2 montre que les membres des classes populaires étaient nettement plus nombreux à partager les valeurs anti-universalistes que les membres des autres catégories sociales. Or, comme le montre le tableau 3, il apparaissait en même temps une forte relation dans l'électorat entre l'adhésion aux valeurs anti-universalistes et le vote pour l'extrême-droite.

Tableau 3
Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 selon les notes d'anti-universalisme les plus basses et les plus élevées (*L'électeur a ses raisons* - en %)

Notes anti-universalisme	Gauche	Droite	Extrême-droite
1	83	17	1
2	67	33	0
3	55	42	3
----	----	----	----
8	32	49	19
9	32	44	24
10	26	36	39

Alors que les couches populaires adhéraient largement aux valeurs anti-universalistes tandis que le vote de gauche était fortement corrélé avec l'adhésion aux valeurs universalistes, les partis de gauche se sont trouvés confrontés à une contradiction insoluble : rompre, au moins partiellement, avec les valeurs universalistes de la grande majorité de leur électorat ou perdre progressivement leur électorat populaire. Le parti communiste avait été le plus traversé par cette contradiction. Rappelons-nous l'épisode de 1981 lorsque la municipalité communiste de Vitry-sur-Seine avait fait placarder une affiche qui résumait en trois phrases l'ampleur du tournant électoral tenté par le PCF sur le problème de l'immigration : "Les 300 Maliens transportés clandestinement de Saint-Maur à Vitry doivent repartir..."

Priorité au logement des Vitriots et des travailleurs des entreprises de la ville. Vitry n'est pas un ghetto." Le foyer avait ensuite été détruit au bulldozer. L'émotion créée à gauche avait poussé le parti communiste à battre en retraite. Le déclin du PCF débutait.

La situation n'a pas fondamentalement changé aujourd'hui comme la récente édition de l'enquête CEVIPOF/IPSOS sur les fractures françaises le montre clairement (9^e édition 2021). Le tableau 4, qui reprend de nombreuses questions utilisées en 1995 pour construire notre échelle d'attitudes de valeurs anti-universalistes, montre que les classes populaires, employés et ouvriers, continuent de partager plus nettement que les autres catégories, les valeurs anti-universalistes. Il montre également (les deux derniers items) que ces classes ne partagent pas plus que les autres les valeurs traditionnelles de gauche sur les questions du chômage et de l'assistanat.

Tableau 4
Attitudes politiques selon la profession.
Enquête CEVIPOF/IPSOS fractures françaises, 2021, 9^e édition (en %)

	Cadre	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier
Il faut rétablir la peine de mort	35	34	65	67
La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	44	57	71	78
L'appartenance à l'Union européenne est une mauvaise chose	20	31	40	41
On ne se sent plus chez soi comme avant	45	52	72	68
Il y a trop d'immigrés	41	49	75	76
L'Islam porte en lui des graines de violence	39	39	53	66
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	61	66	70	62
On évolue trop vers l'assistanat	59	50	64	57

Ceci explique que, selon les enquêtes d'intentions de vote à la prochaine élection présidentielle (tableau 5), les membres des classes populaires soient nettement les plus nombreux à choisir un candidat d'extrême-droite que les cadres et professions intermédiaires.

Tableau 5
Intentions de vote premier tour de l'élection présidentielle de 2022 selon la profession.
IFOP 2021 vague 6, choix exprimés

	Candidats de gauche et écologistes	Macron	Bertrand	Le Pen, Zemmour et Dupont-Aignan
Artisan/commerçant	26	25	13	36
Cadre	29	31	17	23
Profession intermédiaire	35	25	5	35
Employé	31	15	3	51
Ouvrier	23	21	0	47

De même, au second tour, ils sont les plus nombreux, avec les artisans et les commerçants, à vouloir voter pour Marine Le Pen ou Eric Zemmour. Il est en outre intéressant de constater que les membres de ces trois catégories sont plus nombreux à vouloir voter pour la candidate du RN que pour le polémiste, ce qui n'est pas le cas des cadres (tableau 6).

Tableau 6
Intentions de vote au second tour de l'élection présidentielle de 2022 selon la profession.
IFOP 2021 vague 6, choix exprimés

Profession	Si Le Pen candidate	Si Zemmour candidat
Artisan/commerçant	61	50
Cadre	30	35
Profession intermédiaire	44	43
Employé	60	50
Ouvrier	59	48

Notons par ailleurs que les ouvriers, et dans une moindre mesure les employés, sont nettement les plus nombreux à estimer que le Rassemblement national est le parti qui est le plus proche de leurs préoccupations (tableau 7).

Tableau 7

**Réponse : « ce parti est proche de mes préoccupations » selon la profession.
Enquête fractures françaises 2021, 2021, 9^e édition**

Profession	LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN
Cadre	23	33	58	39	37	21
Profession Intermédiaire	28	34	52	24	23	20
Employé	28	28	44	29	28	40
Ouvrier	29	25	20	20	37	52

Sawicki se demande si « les attitudes dominantes des classes populaires sont marquées par le dépit, la peur ou la colère – laquelle vise au premier chef les politiciens jugés « corrompus » ou « menteurs » – ou si elles traduisent une adhésion aux valeurs et propositions portées par l'extrême-droite. » Les deux ne sont pas contradictoires. Mais il est clair, en tout cas, que ces attitudes dominantes concernent les questions d'immigration et d'identité, ce qui n'est pas un scoop. Qu'elles y sont profondément ancrées et qu'elles expliquent au premier chef « la montée de l'extrême-droite au sein des classes populaires. » Dans ces conditions, « la repolitisation à gauche des classes populaires » pourrait s'avérer plus compliquée qu'il n'a l'air de le penser.